

La France, championne de l'impôt en 2017

Les cotisations sociales (retraites, Sécu...) et l'impôt sur le patrimoine sont plus élevés dans l'Hexagone.

ARMELLE BOHINEUST @armellella

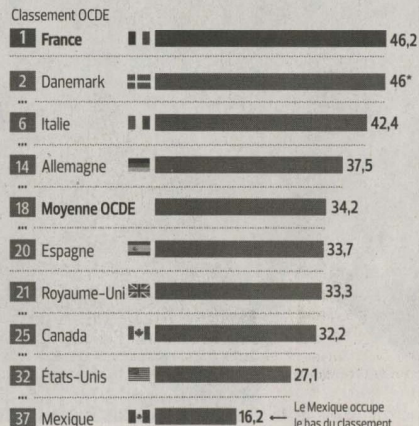
FISCALITÉ Verser de l'huile sur le feu ? Ce n'est sans doute pas l'objectif de l'OCDE. Mais la dernière étude sur les impôts de l'Organisation de coopération et de développement économique, publiée mercredi, tombe particulièrement mal. La pression fiscale a atteint l'an dernier un niveau jamais vu depuis 1965 dans la zone OCDE. Les recettes fiscales ressortent en moyenne à 34,2 % du PIB, en hausse de 0,2 point par rapport à 2016. Cela représente 10 points d'imposition supplémentaire en près de cinquante ans. Et c'est désormais un record absolu, y compris par rapport aux chiffres les plus élevés enregistrés en 2000 (33,8 %) et en 2007 (33,6 %). Le ratio impôts/PIB est désormais supérieur à son niveau d'avant la crise dans 21 pays, pointe l'organisation basée à Paris.

La France passe en pole position. Avec un ratio de 46,2 % en 2017 contre 45,5 % l'année précédente, elle rafle la première place au Danemark. Elle figure aussi, médaille dont elle se serait bien passée, parmi les États où les prélèvements obligatoires ont le plus progressé depuis 2000.

Les recettes fiscales (taxes, impôts et cotisations sociales), qui s'établissent au début du siècle à 33,8 % du PIB pour les 36 États membres de l'OCDE, ont augmenté dans beaucoup de pays. Pas tous

TAUX DE PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES...

En % du PIB



* Le Danemark était numéro 1 du classement en 2016
Source: OCDE

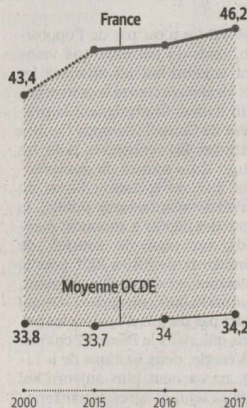
cependant. En Irlande, la pression fiscale a chuté de 30,8 % à 22,8 % du PIB, aux États-Unis, elle a perdu 1,1 point. Et elle s'est réduite dans la plupart des pays d'Europe de l'Est et du Nord (Autriche, Danemark, Norvège, Hongrie, Islande, etc.).

Les cotisations sociales sont la principale recette fiscale (26,2 %). En France, l'État-providence explique le montant particulière-

Les cotisations sociales sont la principale recette fiscale (26,2 %)

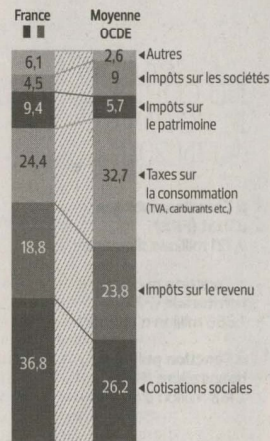
... ET ÉVOLUTION DEPUIS 2000

En % du PIB



RÉPARTITION DES DIFFÉRENTS IMPÔTS

En % de la totalité des prélèvements obligatoires, en 2016



Infographie LE FIGARO

ment élevé (36,8 % des recettes) de ces prélèvements réalisés auprès des employeurs et des employés. Ils financent le chômage et l'essentiel des retraites, et permettent à la France de figurer parmi les 15 meilleurs systèmes de santé au monde. Pourtant, fait peu connu, le poids des cotisations sociales dans le PIB français est moins élevé en 2016 qu'en 1990 (16,7 % contre 18,1 % il y a près de trente ans).

Autre fardeau de la fiscalité française, les impôts sur le patrimoine (immobilier, héritage, etc.). Calculés sur 2016, soit avant la fin (provisoire ?) de l'impôt sur la fortune début 2018, ils s'élevaient à 95 milliards d'euros. Ils ne pesaient que 46 milliards en 2000 et 27,4 milliards en 1990.

À l'inverse, l'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des entreprises est moins lucratif

pour l'État français. En 2016, il a rapporté 18,8 % de ses recettes fiscales, contre 23,8 % dans l'OCDE. Toutefois, si cet impôt a un poids relatif dans l'Hexagone, il peut paraître lourd aux yeux de la population assujettie, qui ne représente que la moitié environ des Français. Le reste des habitants échappant à cet impôt.

Assiette réduite de l'IS

Autre poids en apparence léger de la fiscalité : l'impôt sur les sociétés. Il rapporte deux fois moins en France qu'ailleurs, malgré un taux d'IS important. Ce qui s'explique notamment par une assiette réduite et de nombreux dispositifs tels que le CICE (crédit d'impôt pour compenser les charges sociales élevées).

Une autre étude de l'OCDE, publiée également mercredi se penche sur les droits d'accise, des impôts perçus sur des produits spécifiques comme les cigarettes et souvent utilisés pour influencer les comportements. Pour des motivations essentiellement écologiques, le carburant est presque partout surimposé. Dans le prix de l'essence, les taxes pèsent plus que le prix du pétrole. Dans l'Hexagone, elles représentent près de 60 % du tarif du carburant. Ce qui rend la France plus indulgente vis-à-vis des automobilistes que ses voisins (Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie...). ■